



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]
Courriel : [REDACTED]
Réf. : [REDACTED]

Madame [REDACTED]
Directrice
EHPAD RESIDENCE SOUBEIRAN
QUA DE LA GARE
30270 ST JEAN DU GAR

Date : Mercredi 20 septembre 2023

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

V/Réf : Votre courrier du 07/07/2023 reçu le 10/07/2023 par voie postale

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 01/07/2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques, ci-joints, précisent la prescription retenue et la recommandation maintenue avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Prévention, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives
Tableau des remarques et des recommandations retenues
Contrôle sur pièces de l'EHPAD « SOUBEIRAN » situé à ST JEAN DU GARD (30)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*


Tableau définitif de synthèse des mesures correctives


Ecart	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription-)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
Ecart 1 : En ne disposant pas d'un règlement de fonctionnement valide de moins de 5 ans, l'établissement contrevient aux dispositions de l'article R 311-33 du CASF.	Art. R 311- 33 du CASF	Prescription 1 : Rédiger le règlement de fonctionnement transmettre aux autorités administratives compétentes.	3 mois	[REDACTED]	Levée de la prescription n° 1.
Ecart 2 : L'obligation réglementaire de réunir, à minima, le CVS, 3 fois par an, n'est pas démontrée.	Décret 2022-688 du 25 avril 2022 avec mise en œuvre au 1er janvier 2023 <u>Composition :</u> Art. D311-4 du CASF	Prescription 2 : Réunir le CVS a minima 3 fois par an - conformément à l'article D 311-16 du CASF et mettre en conformité la composition du CVS selon D311-5-I CASF	2 mois	[REDACTED]	Levée de la prescription n° 2.

	Art. D311-5-I du CASF <u>Fonctionnement</u> ; Art. D311-16 du CASF			████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████	
Ecart 3 : Non-conformité à la réglementation. Il manque █████ ETP de MEDEC.	Art. D.312-156 du CASF	Prescription 3 : Se mettre en conformité avec la réglementation Art. D. 312-156 CASF, soit un MEDEC a 0.60ETP.	Effectivité 2023	████████████████████ ██████	Maintien de la Prescription n°3

Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarque	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS
Remarque 1 : L'organigramme n'est pas à jour, il n'est pas signé.	Art. D.312-155-0, II du CASF Art. L. 312-1, II, alinéa 4 du CASF	Recommandation 1 : Mettre à jour l'organigramme et le signer.	1 semaine	<div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████</div>	Levée de la recommandation n°1

<p>Remarque 2 : Pas de réponse transmise à la question : « Existe-t-il une procédure relative à l'alerte des professionnels en cas de risque lié à la prise en charge médicamenteuse, dont l'iatrogénie ? »</p>	<p>Art. L331-8-1 du CASF Arrêté du 2 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales, considère comme dysfonctionnements graves « [...] 4° Les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance [...] » Selon le formulaire en annexe du même arrêté, cela comprend les erreurs dans la distribution des médicaments.</p>	<p>Recommandation 2 : Apporter une réponse</p>	<p>15 jours</p>	<p></p>	<p>Levée de la recommandation n°2 .</p>
--	--	---	------------------------	--	--

<p>Remarque 3 : La structure ne dispose pas des procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Iatrogénie - Risque infectieux - Gestion des situations d'urgence - Soins palliatifs - Prise en charge de la douleur. 	<p>Prise en charge médicamenteuse en EHPAD - ANESM - Juin 2017</p> <p>Guide HAS</p> <p>Diagnostic de la dénutrition chez la personne de 70 ans et plus - Novembre 2021</p> <p>Droit d'aller et venir librement de la personne accompagnée : Art. L.311-3 du CASF</p>	<p>Recommandation 3 :</p> <p>Elaborer et mettre en place les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Iatrogénie - Risque infectieux - Gestion des situations d'urgence - Soins palliatifs - Prise en charge de la douleur. 	<p>Effectivité 2023</p>		<p>Maintien de la recommandation n°3</p> <p>En attente de la finalisation des procédures en cours fin 2023</p>
---	--	--	--------------------------------	---	--